



**SEANCE DU BUREAU DU 11 FÉVRIER 2021
DECISION N° 2021-022- DB**

Date d'affichage : 18 février 2021	Le onze février deux mille vingt et un à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis en Visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Rodolphe MIRANDE, Vice-Président en charge de la Culture, le deux février deux mille vingt et un.
Nombre de membres : 52	Membres présents en séance :
En exercice : 52	Présents : (43)
Quorum : 27	Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Christian RUALT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Loïc BIDAULT, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND.
Présents: 43	Excusé(s) : (4)
Excusé(s) : 4	Eric MOUSSERION, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Alain BOURDIN, Benoît LEDOUX
dont pouvoir(s) : 1	Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (1)
Absent(s) : 5	Benoît LEDOUX à Jackie GOULET
Nombre de votants : 44	Absent(s) : (5)
Secrétaire de séance :	Michel PATTEE, Jean-Philippe RETIF, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Pierre de BOUTRAY
M. Guy BERTIN.	

ENSEIGNEMENT MUSICAL - CONVENTIONS DE PARTENARIAT 2021 AVEC L'ASSOCIATION MUSICALE BLOU-BRAIN ET AVEC L'HARMONIE DE VARRAINS-CHACÉ

Par délibération 2018-026 en date du 29 mars 2018, le Conseil Communautaire a modifié l'intérêt communautaire de la Communauté d'Agglomération afin de prendre la compétence « enseignement musical » sur le territoire de l'Agglomération. Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération peut procéder au versement de subventions aux écoles associatives délivrant la pratique de l'enseignement musical.

Les écoles de musique du Saumurois, publiques et associatives, s'inscrivent, aujourd'hui, dans une volonté d'apporter sur l'ensemble du territoire l'accès à un enseignement musical de qualité. Elles dispensent leur enseignement sur plusieurs communes du territoire : Blou (associatif), Brain-sur-Allonnes (associatif), Doué-en-Anjou (public), Longué (associatif), Montreuil-Bellay (public), Saumur (public), Varennes-sur-Loire (associatif), Vivy (associatif), Varrains-Chacé (associatif).

Ces écoles de musique s'inscrivent dans le cadre du Schéma Départemental des Enseignements Artistiques du Conseil Départemental de Maine-et-Loire et sont des acteurs ressources de ce dispositif.

Dans le cadre de la compétence « enseignement musical » de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, est proposée une convention ayant pour objet la mise en place d'un partenariat renforcé, financier et pédagogique entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et les associations musicales Blou/Brain et « Harmonie de Varrains-Chacé ».

Dans le cadre de ce partenariat avec les deux associations, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, s'engage à prendre en charge financièrement le directeur de l'école de musique Saumur Val de Loire qui assurera la coordination pédagogique de l'école de musique associative de Blou/Brain et de l'association Harmonie de Varrains-Chacé.

La Communauté d'Agglomération s'engage également au versement d'une subvention de fonctionnement répartie en deux parts :

1. Une première part calculée sur le montant des subventions qui étaient auparavant allouées par les communes participant au financement de l'école.

- Pour l'association musicale Blou/Brain sont prises en compte les subventions versées par Brain-sur-Allonnes, Allonnes, Neuillé, Varennes, Vivy, Longué, Saint-Martin-de-la-Place, Vernantes, Blou, Les Rosiers-sur-Loire, Mouliherne, Saint Clément-des-levées, Saint-Philbert du peuple. Dans le cadre du transfert de charges, le montant calculé sur la base des subventions versées par les communes à l'association se chiffre à 51 660 €.

- Pour l'association Harmonie de Varrains-Chacé sont prises en compte les subventions versées par Varrains, Chacé et Artannes. Dans le cadre du transfert de charges, le montant calculé sur la base des subventions versées par les communes à l'association se chiffre à 9 550 €.

2. une seconde part calculée sur le montant de la compensation financière liée à l'uniformisation des tarifs d'inscription pour l'ensemble des écoles de musique, associatives et publiques :

320 € pour une inscription en instrument,

un tarif dégressif pour un deuxième membre de la même famille à 160 €, puis 80 € à partir du troisième.

- Pour l'association musicale Blou/Brain, cette compensation, calculée sur les effectifs de la dernière rentrée, entre le montant d'inscription 2020 de l'association et les tarifs énoncés ci-dessus, est de 13 119 €.

- Pour l'Harmonie de Varrains-Chacé, cette compensation, calculée sur les effectifs de la dernière rentrée, entre le montant d'inscription 2020 de l'association et les tarifs énoncés ci-dessus, est de 4 030 €.

En contrepartie de ces participations financières, les associations s'engagent à respecter les principes définis dans le Schéma Directeur de l'Enseignement Musical sur le territoire communautaire défini en annexe 1 des conventions et visant notamment à rééquilibrer les effectifs en faveur du développement des pratiques collectives et à développer le lien et les synergies entre l'école publique et les écoles associatives dans la gestion des enseignants notamment.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2020/124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions,

Considérant qu'il convient de conclure une convention de subventionnement et d'objectifs entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et les associations musicales Blou/Brain d'une part, et l'association « Harmonie de Varrains-Chacé » d'autre part ;

Considérant que ces subventions prennent également en compte le différentiel entre les frais d'inscription pratiqués par les associations et les tarifs arrêtés par le Conseil Communautaire en juin 2020, et ce dans un souci d'harmonisation et d'équité de la pratique musicale sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire,

Il est proposé au Bureau :

- **D'APPROUVER** la convention de subventionnement et d'objectifs à intervenir avec l'association musicale Blou/Brain, octroyant une subvention totale de 64 779 € pour l'année 2021 ;
- **D'APPROUVER** la convention de subventionnement et d'objectifs à intervenir avec l'association « Harmonie de Varrains/Chacé » octroyant une subvention totale de 13 580 € pour l'année 2021 ;
- **D'AUTORISER** le Président, ou son représentant, à signer les conventions susmentionnées ainsi que tout acte nécessaire en exécution des présentes.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 44 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture : 17 FEV. 2021

Date de réception en sous-préfecture : 17 FEV. 2021

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2021

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur


Jackie GOULET

Matière de l'acte	8 – Domaine de compétence pas thèmes	8.1 - Enseignement
-------------------	--------------------------------------	--------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »